

[REDACTED]

---

**De:** [REDACTED]  
**Envoyé:** 2 mars 2017 10:05  
**À:** [REDACTED]  
**Cc:** Baril, Julie  
**Objet:** RE: Demande d'accès à l'information no 377  
**Pièces jointes:** SAI-M-232752-1412\_décision.pdf

Bonjour Madame [REDACTED],

Veuillez trouver en pièce jointe une copie de la décision relativement à la recommandation acceptée de l'évaluateur dont le numéro de dossier est le suivant : SAI-M-232752-1412.

Merci beaucoup et bonne journée,



---

**De :** [REDACTED] [mailto:[REDACTED]]  
**Envoyé :** 23 février 2017 11:51  
**À :** [REDACTED]  
**Objet :** RE: Demande d'accès à l'information no 377

Merci pour le suivi. Bonne journée

---

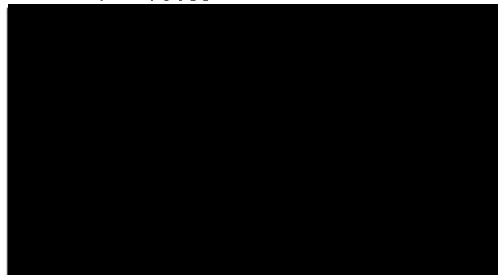
**De :** [REDACTED] [mailto:[REDACTED]]  
**Envoyé :** 23 février 2017 11:10  
**À :** [REDACTED]  
**Cc :** Baril, Julie  
**Objet :** RE: Demande d'accès à l'information no 377

Bonjour Madame [REDACTED],

Nous sommes toujours dans l'attente d'obtenir une copie de cette recommandation/décision.

Dès qu'elle nous sera accessible, nous vous la transmettrons dans les plus brefs délais.

Salutations distinguées,



---

**De :** [redacted] [mailto:[redacted]]

**Envoyé :** 16 février 2017 10:57

**À :** [redacted]

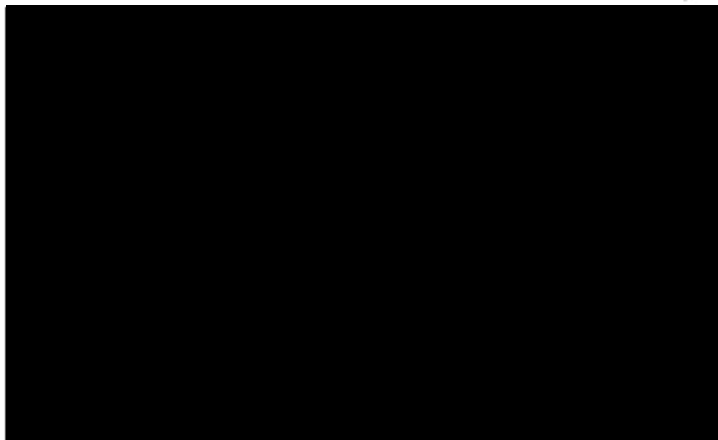
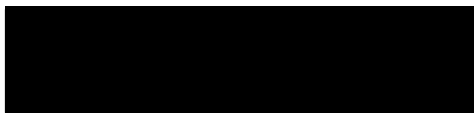
**Cc :** Baril, Julie

**Objet :** RE: Demande d'accès à l'information no 377

Merci Madame [redacted]

Serait-il possible d'avoir une copie de la recommandation en question?

Merci



---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce courriel et ses pièces jointes sont confidentiels et réservés à l'usage de leur destinataire.  
Si vous avez reçu ce message par erreur, veuillez le supprimer sans délai et en aviser l'expéditeur.

---

**De :** [redacted] [mailto:[redacted]]

**Envoyé :** 15 février 2017 14:56

**À :** [redacted]

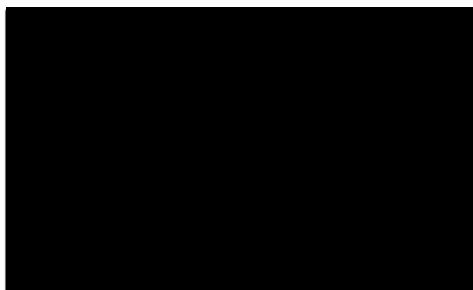
**Cc :** Baril, Julie

**Objet :** Demande d'accès à l'information no 377

Bonjour Madame [redacted],

Comme il a été convenu à la suite de notre conversation téléphonique, je vous transmets la correspondance datée du 9 décembre 2016.

Salutations distinguées,



**GAGNIER  
GUAY  
BIRON**  
AVOCATS  
NOTAIRES

775, rue Gosford  
4<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H2Y 3B9

Le 9 décembre 2016

Mme Alexandra Maguire  
**Tribunal administratif du Québec**  
Section des affaires immobilières  
575, rue Jacques-Parizeau  
Québec (Québec) G1R 5R4

**OBJET :** **Parker Hannifin Canada**  
c. Ville de Dorval et Ville de Montréal  
TAQ no : SAI-M-232752-1412  
Notre dossier : 15-000798

---

Madame,

Le dossier mentionné en titre a fait l'objet d'une recommandation de l'évaluateur, laquelle a été acceptée par les procureurs de la partie requérante.

Vous trouverez ci-inclus l'original du formulaire dûment rempli. Nous vous saurions gré de bien vouloir organiser l'audition téléphonique permettant d'entériner cette recommandation.

L'évaluateur au dossier est [REDACTED]. Vous pouvez le joindre directement au [REDACTED].

Vous remerciant à l'avance de votre bienveillante collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

**GAGNIER GUAY BIRON**



LOUISE BOUTIN, Avocate  
Ligne directe : 514 872-0123)

/kh  
p. j.

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

## Section des affaires immobilières

En matière de fiscalité municipale

**Date** : 22 février 2017

Référence neutre : 2017 QCTAQ 02427

**Dossier** : SAI-M-232752-1412

---

**Devant le juge administratif :**

GUY GAGNON

---

PARKER HANNIFIN CANADA

Partie requérante

c.

VILLE DE DORVAL

VILLE DE MONTRÉAL

Parties intimées



7280486428

---

## DÉCISION

---

[1] Le recours porte sur l'exactitude de l'inscription au rôle d'évaluation foncière pour l'immeuble dont les caractéristiques sont les suivantes :

Matricule :	8237-92-8039-7-000-0000
Unité d'évaluation :	2001, rue de l'Aviation
Rôle d'évaluation contesté :	Triennal 2014-2015-2016

Valeur inscrite au rôle :	Terrain :	1 909 000 \$
	Bâtiment :	<u>5 751 000 \$</u>
	Total :	7 660 000 \$

Proportion médiane :	100 %
Facteur comparatif :	1,00
Valeur uniformisée :	7 660 000 \$

[2] Il est à noter que le présent recours est entendu par une formation constituée d'un seul juge, et ce, à la suite de l'application de l'article 79 et du troisième alinéa de l'article 82 de la *Loi sur la justice administrative*<sup>1</sup>.

[3] L'évaluateur des parties intimées a procédé à une nouvelle analyse de la valeur réelle de l'unité d'évaluation en cause.

[4] La recommandation formulée par l'évaluateur agissant pour les parties intimées est acceptée par écrit par le procureur de la partie requérante, lequel consent au surplus à ce que la présente décision soit prononcée sans frais.

[5] Après examen, le Tribunal considère qu'il y a lieu de modifier le rôle conformément recommandation formulée par l'évaluateur agissant pour les parties intimées et dûment acceptée par la partie requérante, et ce, en application des dispositions de l'article 142.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. J-3

<sup>2</sup> RLRQ, c. F-2.1.



**PAR CES MOTIFS**, le Tribunal :

**ACCUEILLE** le recours;

**DÉTERMINE** la valeur réelle de l'unité d'évaluation à 6 800 000 \$, **DIVISE** par le facteur comparatif de 1,00 et **FIXE** la valeur à inscrire au rôle comme suit avec date de prise d'effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

Terrain :	1 909 000 \$
Bâtiment :	<u>4 891 000 \$</u>
Total :	6 800 000 \$

**LE TOUT** sans frais de justice.

---

GUY GAGNON, j.a.t.a.q.

Miller Thomson SENCRL  
Me Adina Georgescu  
Procureure de la partie requérante

Bélanger, Sauvé  
Me Martine Burelle  
Procureur de la partie intimée

Gagnier, Guay, Biron  
Me Louise Boutin  
Procureur de la partie intimée

